

*Initiatives ministérielles*

Mais ce n'est pas le sens du débat d'aujourd'hui. Ce débat est faussé de deux façons, monsieur le Président, parce que la résolution qu'on nous présente, n'est pas la résolution qui a été adoptée. La résolution de l'ONU ne demande pas aux pays membres de faire la guerre, la résolution dit qu'après telle date, si l'Irak ne s'est pas pleinement retiré du Koweït, que ces pays pourront utiliser toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect du retrait de l'Irak.

Mais, monsieur le Président, le gouvernement prend bien soin de taire que «toutes mesures nécessaires», ce ne sont pas exclusivement des mesures de guerre et que dans les mesures nécessaires il y a tout l'éventail de ce qu'on peut faire pour forcer le respect du droit. Dans l'éventail de ce qu'on peut faire, monsieur le Président, avant la guerre, il y a la diplomatie, il y a les efforts de dialogue, il y a toutes les initiatives qu'un peuple féru de paix peut imaginer, et le Canada est un de ces peuples. Le Canada a fait sa marque dans le monde, le Canada a illustré sa diplomatie par de grands hommes, comme Lester B. Pearson en particulier. On en a parlé beaucoup aujourd'hui. C'est vrai que M. Pearson a marqué la présence du Canada dans le monde. C'est vrai que M. Pearson, s'il était avec nous aujourd'hui, nous dirait: «Faisons un dernier effort pour la paix et faisons-le au nom de l'ONU».

Monsieur le Président, il est faussé de deux façons et j'ai dit que la première, c'est qu'on altère le sens de la résolution de l'ONU. La deuxième, c'est que le débat n'est pas celui qui se livre en apparence. Le gouvernement nous présente une résolution vertueuse: Allez-vous voter, oui ou non, pour la vertu? Nous savons bien que c'est l'apparence seulement. Ce que le gouvernement nous dit au fond ou ce qu'il voudra pouvoir dire après l'adoption de la résolution, c'est que le Parlement canadien a autorisé le gouvernement canadien à faire la guerre. C'est ce qu'il dira au lendemain d'un oui à la résolution.

Monsieur le Président, le premier ministre, ce matin, nous a fait un discours qui tenait beaucoup plus d'une déclaration de guerre ou d'un discours qui précède l'entrée en guerre que d'un discours de premier ministre et d'un chef de gouvernement qui doit d'abord solliciter des citoyens un appui pour tenter l'ultime recours pour sauver la paix. Et je n'ai rien vu, monsieur le Président. Je dois dire que ça me fait de la peine de dire que je n'ai rien entendu dans ce discours qui nous faisait croire que ce gouvernement cherchait d'autres solutions que la guerre, que ce gouvernement malheureusement s'est résigné à la guerre. Et je pense qu'un gouvernement ne doit jamais se résigner à la guerre tant que la guerre n'est pas déclarée.

On a fait une référence au cours des débats d'aujourd'hui, surtout du côté du gouvernement, et mon collègue du NPD vient d'en faire une allusion aussi, à la Seconde Guerre mondiale, à ces années terribles qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale, au cours desquelles les démocraties européennes se sont soumises dans une politique d'apaisement aux appétits féroces d'un dictateur aussi pire, enfin il est difficile de les comparer, ils sont tous terribles, d'un dictateur et celui-là très fructueux, Hitler, qui de demande en demande bouffait ce qu'on lui donnait et recommençait le lendemain. Et aujourd'hui, on juge très sévèrement les hommes d'État, les dirigeants politiques qui ont accepté de composer avec Hitler dans le but de sauver la paix.

Bien sûr, on peut faire cette référence à la Seconde Guerre mondiale, mais on peut aussi regarder la Première Guerre mondiale et on peut regarder ce qui s'est passé avant, un abus emporte l'autre. Avant la Première Guerre mondiale, dans les journées qui ont précédé la déclaration de guerre, tout le monde après coup a dit: Les dirigeants politiques ont été au-dessous de tout. Ils ont agi dans la précipitation, dans l'effervescence, dans la fièvre. Ils ont accepté une psychose de guerre. Ils ont laissé passer les chances de régler le petit conflit qui naissait. Ils n'ont pas vu les proportions géantes que prendraient les épisodes relativement mesquins et ils sont maintenant des fauteurs de guerre. Et c'est pourquoi durant la période qui a suivi la Première Guerre mondiale, les gens n'ont pas voulu sauter dans la guerre rapidement et qu'ils encourent maintenant les reproches d'avoir été trop pacifistes, d'avoir manqué de courage. Mais n'oublions pas aussi, monsieur le Président, que cette génération qui était au pouvoir dans les démocraties européennes à l'époque était celles qui avait vu toute une jeunesse, la fine fleur de pays comme l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne fauchée dans des tranchées visqueuses et qu'elle ne voulait pas que ces millions de personnes qui étaient disparues soient remplacées par d'autres victimes dans les années 1940.

Aujourd'hui, dire que nous avons la chance, c'est ironique, mais tout de même nous avons le devoir de considérer tout cela et nous ne pouvons pas nous laisser entraîner uniquement par des comparaisons avec les abus de la Seconde Guerre mondiale, sans penser à tout ce qui l'a précédé, monsieur le Président.

Je crois que nous souhaiterions tous, dans la situation qui prévaut présentement dans notre pays, à quelques heures peut-être d'une guerre dont nous ne connaissons pas la durée, dont nous mesurons mal encore les répercussions négatives, le nombre de pertes de vie. . . Donc, à quelques heures d'un événement épouvantable qui nous menace, nous aurions tous souhaité ici dans ce Parlement pouvoir nous réunir autour du gouvernement et appuyer la position canadienne. Nous aurions voulu qu'il y ait,